



ACTUALITES ECONOMIQUES ET FINANCIERES DU PORTUGAL

Veille n° 23 – du 7 au 22 janvier 2019

Indicateurs macroéconomiques

Indicateurs macroéconomiques	2017	Prévisions 2018 (Budget)	Prévisions 2019 (Budget)
Croissance PIB (%)	2,8	2,3	2,2
Déficit public (% du PIB)	- 3,0*	- 0,7	- 0,2
Solde primaire (% du PIB)	3,0	2,7	3,1
Dette (% du PIB)	124,8	121,2	118,5
Taux de chômage (% PA)	8,9	6,9**	6,3
Indice harmonisé des prix à la consommation (%)	1,4	1,3	1,3

Indicateurs du commerce extérieur	Janvier - Novembre 2018
Exportations de biens (Md€, INE)	53,5 (+ 4,9 % en g.a***)
Importations de biens (Md€, INE)	68,9 (+ 7,9 % en g.a.)
Exportations de services (Md€, Banco de Portugal)	29,6 (+ 6,3 % en g.a.)
Importations de services (Md€, Banco de Portugal)	14,1 (+ 5,4 % en g.a.)

* Hors recapitalisation de la banque publique Caixa Geral de Depósitos, le déficit public a été de 0,92 % du PIB.

** Le taux de chômage était de 6,6 % en octobre 2018 selon l'INE.

***Glissement annuel

Situation macroéconomique

- A la suite de la grève portuaire, les exportations portugaises ont chuté de 8,7 % en novembre

Selon les derniers chiffres du commerce extérieur publiés par l'INE (l'Institut National de Statistiques) la balance commerciale des biens portugaise s'est fortement dégradée en novembre en raison notamment de la grève des dockers du port de Setúbal. Celle-ci a en effet fortement pénalisé les exportations des automobiles de l'usine Volkswagen Autoeuropa en entravant la sortie d'environ 20.000 véhicules. Les exportations se sont contractées de 8,7 % tandis que les importations ont augmenté de 11,5 %, surtout portée par les importations de matériels de transport. Le déficit de la balance des biens a atteint 2.066 M€ en novembre 2018 soit 1.157 M€ de plus qu'en novembre 2017.

- La balance commerciale du Portugal se dégrade en 2018

L'excédent commercial du Portugal a continué à se réduire en 2018 ; d'après la Banque du Portugal, les exportations de biens et services ont en effet augmenté de 5,6 % contre une hausse des importations de 7,8 % entre janvier et novembre 2018. Le déficit de la balance des biens s'est creusé et atteint 15,5 Md € contre 13 Md € en 2017 pour la même période du fait de la forte augmentation des importations (+ 8 % en glissement annuel) face à une hausse des exportations portugaises plus contenue (+ 6 % en g.a.). L'excédent de la balance des services parvient encore à compenser le déficit mais l'excédent commercial portugais total s'est considérablement réduit et atteint 32 M€ sur la période. Après un excédent commercial record en 2016, la

trajectoire de la balance commerciale s'est inversée en 2017 et les chiffres disponibles pour 2018 semblent indiquer une poursuite et une accélération de cette tendance.

Situation budgétaire

- Le Trésor émet 1.750 M€ de dette à des taux négatifs de nouveau en baisse

Pour sa première émission de titres de l'année, le Trésor portugais a emprunté à des taux négatifs : les titres à 12 mois ont permis de lever 1.250 M€ à un taux d'intérêt moyen de - 0,360 %, soit un taux inférieur à celui de la précédente émission en novembre (650 M€ à un taux de - 0,327 %). Les 500 M€ restant ont été émis sous la forme d'obligations d'une maturité de 6 mois et à un taux moyen de - 0,399 % (contre - 0,369 % lors de l'émission précédente). Le niveau des taux reste toutefois supérieur au record du 17 janvier 2018 lorsqu'ils avaient atteint -0,425% et -0,398% sur les titres à 6 et 12 mois respectivement.

Situation des établissements bancaires

- Le directeur de *Novo Banco* annonce qu'un nouvel apport de capital public sera nécessaire

Le directeur de la 3^{ème} banque portugaise, Antonio Ramalho, n'a toutefois pas précisé le montant de cet apport puisque les comptes de l'entreprise pour l'année 2018 ne sont pas encore clos. Cependant, l'hebdomadaire *Negocios* estime que le montant requis devrait avoisiner les 726 M€ au regard des pertes de la banque au premier semestre 2018. A cela s'ajouteraient des pertes supplémentaires liées à la vente de 2.150 M€ d'actifs de mauvaise qualité dans la deuxième moitié de l'année, pour une somme inférieure à celle inscrite dans les comptes de l'établissement. Par ailleurs, si la BCE a abaissé les seuils de capitalisation exigés cette année, ils restent supérieurs au niveau attendu par *Novo Banco* qui devra donc provisionner d'avantage pour répondre aux exigences de fonds propres. Ceci devrait amener la banque à demander un montant record pour combler les besoins en capitaux de l'année sachant que 400 M€ (soit 0,2 % du PIB) étaient déjà prévus en 2018 pour recapitaliser *Novo Banco*. Pour 2019, le budget adopté prévoit la possibilité pour le Trésor portugais de prêter jusqu'à 850 M€ au fonds de résolution. Pour rappel, *Novo Banco* est née du sauvetage de *Banco Espirito Santo* (BES) en 2014 et est contrôlée à 75 % par le fonds de pension américain *Lone Star Funds* et à 25 % par le Fonds de Résolution Bancaire portugais. Ce fonds est notamment chargé d'intervenir pour combler les pertes financières de l'entreprise dès lors qu'elles menacent le ratio légal de capitalisation de la banque, dans la limite d'un montant total de 3.890 M€ sur 8 ans.

- La banque *Montepio* renonce à émettre 250M € d'obligations subordonnées

Le conseil d'administration de la banque, après consultations de plusieurs investisseurs internationaux, a jugé inopportun d'émettre jusqu'à 250 M€ de dette subordonnée. En parallèle, la banque a procédé à une augmentation de capital de 50 M€ à travers un placement privé d'obligations subordonnées auprès d'un actionnaire, l'*Associação Mutualista Montepio Geral*.

Sectoriel

- Le gouvernement portugais et le groupe français Vinci signent un accord pour l'augmentation de la capacité aéroportuaire de Lisbonne

Après plusieurs mois de négociations, le groupe français *Vinci*, actionnaire du gestionnaire des aéroports portugais ANA, et le gouvernement portugais, ont signé un accord pour construire un aéroport complémentaire dans la banlieue de Lisbonne et agrandir l'aéroport actuel, en centre-ville. Le Premier ministre portugais Antonio Costa a rappelé que ce choix mettait fin à 50 ans de débats sans prise de décision, qui avaient conduit à la saturation de l'aéroport de la capitale portugaise. Le gouvernement est critiqué par certains partis politiques et des organisations de protection de l'environnement pour avoir signé cet accord sans attendre le feu vert de l'Agence portugaise de l'environnement.

- Le Parlement souhaite que le gouvernement annule la prospection d'hydrocarbures dans la région de Leiria

L'Assemblée de la République portugaise a adopté une résolution qui recommande au gouvernement de « tout mettre en œuvre pour annuler les contrats d'exploration d'hydrocarbures dans le bassin lusitanien, à Alcobaça et Pombal, avec la société australienne *Australis, Oil & Gas* », alors que les premiers forages devraient être effectués cette année. Cette résolution intervient après un mouvement de contestation qui juge les risques environnementaux importants et reprochent l'absence d'étude d'impact et de consultation publique préalablement à la signature des contrats. Le gouvernement maintient à ce jour sa position à savoir de ne pas accorder de nouvelles licences sans toutefois remettre en cause les contrats déjà signés.

- La Commission européenne a approuvé un plan de soutien portugais à l'énergie biomasse

La Commission européenne a donné son feu vert au Portugal pour mettre en œuvre des mesures de soutien budgétaires à la mise en place d'installations à énergie biomasse. Elle a considéré que la proposition portugaise était conforme aux objectifs de l'UE et ne provoquait pas de distorsion de la concurrence sur le marché énergétique. Ce programme d'aide est doté d'un budget de 320 M€ et sera applicable sur une durée de 15 ans. Il vise à financer des installations implantées aux abords des forêts sujettes à des risques « critiques » d'incendies, qui produiront de l'électricité et de la chaleur à partir de résidus forestiers tout en réduisant le risque d'incendie dans ces zones.

- L'entreprise chargée de l'exploitation de la mine de lithium à Boticas prévoit un investissement de 500 M€

Selon le PDG de *Savannah Resources*, David Archer, le projet de mine à ciel ouvert nécessitera un investissement de l'ordre de 500 M€ et pourrait créer près de 300 emplois permanents. Cette exploitation devrait permettre d'extraire suffisamment de lithium pour produire entre 250.000 et 500.000 batteries de voiture par an. Elle reste toutefois soumise aux résultats de l'étude d'impact environnementale actuellement en cours.

Divers

- Le Parlement autorise la création des « visas verts »

L'Assemblée de la République portugaise a approuvé l'élargissement du programme de « visas dorés » aux étrangers qui investiront au moins 500 000 € dans des projets environnementaux au Portugal. Pour rappel, ce

programme, mis en œuvre depuis 2012, permet à des investisseurs étrangers de bénéficier d'un permis de séjour dès lors qu'ils répondent à un certain nombre de conditions, parmi lesquelles investir un minimum de 1 M€ dans une entreprise ou 500 000 € dans l'immobilier et/ou assurer la création ou le maintien d'un certain nombre d'emplois¹. Ce programme fait régulièrement l'objet de critiques par les organisations internationales car il est notamment accusé de favoriser la corruption ; la Commission européenne doit publier un rapport le 23 janvier sur les « bonnes pratiques » en la matière.

- **Depuis le 1^{er} janvier 2019, le Portugal et la Finlande ne sont plus liés par une convention fiscale bilatérale**

La Finlande et la Suède contestent depuis plusieurs mois le régime fiscal de résident non habituel (RNH) qui conduit à la non-imposition de fait de leurs ressortissants retraités installés au Portugal qui en bénéficient. La Finlande avait adopté en mai 2018 une loi prévoyant la dénonciation unilatérale de la convention existante au 1^{er} janvier 2019, en l'absence de ratification par le Portugal d'une nouvelle convention fiscale signée par les deux pays. Depuis cette date, les ressortissants et entités des deux pays ne sont plus couverts par une convention fiscale bilatérale, et les retraités finlandais sont redevables en Finlande de l'impôt sur leurs revenus de source finlandaise. La Suède, dont les bénéficiaires sont beaucoup plus nombreux, avait pointé officiellement du doigt ce régime dès début 2017 et exprimé le souhait qu'il n'y ait plus de situations d'exemption d'imposition sur le revenu de ses ressortissants. Elle a engagé cet automne des négociations avec le Gouvernement portugais pour renégocier la convention fiscale entre les deux pays à cette fin.

- **Le gouvernement portugais prévoit une enveloppe de 50 M€ pour soutenir les entreprises exportatrices exposées au Brexit**

A l'issue d'une réunion d'une concertation sociale extraordinaire, le gouvernement a annoncé ouvrir une ligne de crédit de 50 M€ destinées aux PME portugaises qui exportent vers le Royaume-Uni. A travers un système de garantie mutuelle, ce programme aidera les entreprises concernées à s'adapter aux nouvelles procédures, à prospecter de nouveaux marchés mais permettra aussi à ces entreprises de disposer de fonds de roulement suffisants pour faire face à l'éventuel allongement des délais de livraison.

¹ Depuis la création du programme en 2012, 6.962 autorisations de résidence pour investissement (ARI) ont été accordées pour un total de 4.249 M€ d'investissements, dont l'essentiel concerne l'immobilier ; ces statistiques sont actualisées tous les mois (https://www.sef.pt/pt/Documents/Mapa_ARI_PT_dezembro18.pdf).

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique de Lisbonne (adresser les demandes à lisbonne@dgtresor.gouv.fr)

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Ambassade de France au Portugal – Service Économique

tresor.economie.gouv.fr/pays/pt

Rua Santos-o-velho, 5,
1249-079 Lisbonne – Portugal

Rédigé par : Louis DIEVAL

Revu par : Stanislas GODEFROY

© DG TRESOR